



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY

NANCY, le 19/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ESKA**

ZI rue des Forges  
54250 Champigneulle

Référence : GK/NW/2209\_2023  
Code AIOT : 0006200213

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement ESKA implanté ZI rue des Forges - 54250 Champigneulle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-0140 du 14 avril 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA
- ZI rue des Forges - 54250 Champigneulle
- Code AIOT : 0006200213
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESKA - DERICHEBOURG réalise sur sa plateforme des activités de traitement de déchets non dangereux, de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et de déchets d'équipements électriques et électroniques, et de traitement de véhicules hors d'usage.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Rejets d'eaux pluviales
- Travaux de rénovation du site

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect d'arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 1	/	Sans objet
2	État initial des sols	Code de l'environnement du 11/06/2009, article L. 512-20	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats permettent de proposer la levée de la mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect d'arrêté préfectoral de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, EAU
<p><b>Prescription contrôlée :</b> La société ESKA, dont le siège social est sis 56 route de Metz - 57130 JOUY-AUX-ARCHES, est mise en demeure dans le cadre de l'exploitation de ses installations de tri, transit et traitement de déchets métalliques et de dépollution de véhicules hors d'usage, implantées ZI rue des Forges sur le territoire de la commune de CHAMPIGNEULLES, de respecter strictement, sous un délai de six mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions des articles 27 et 31 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 en transmettant à l'Inspection des installations classées l'attestation de conformité à la norme du ou des dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.</p>
<p><b>Constats :</b> Par courrier du 16 octobre 2023, la société ESKA a transmis à la préfecture sa réponse à l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2023-0410. Si dans ce courrier, la société ESKA indique le création d'un nouveau réseau de collecte, d'un bassin de rétention des eaux et l'installation d'un séparateur à hydrocarbures neuf, marque AQUIA ENVIRONNEMENT, elle ne transmettait pas l'attestation de conformité à la norme du ou des dispositifs de traitement demandée. Le jour de la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 14/11/2023 un courrier du fabricant confirmant "<i>par la présente que l'appareil référencé GC20359 est conçu selon les prérogatives de la norme européenne EN858 (ex DIN 1999). Conformément à cette norme, l'appareil présente une concentration résiduelle en hydrocarbures libres inférieure à 5 mg/L , sous réserve d'un entretien régulier.</i>" L'exploitant a joint à ce courriel, la fiche technique du décanteur installé.</p>
<p><b>Observations :</b> <b>Les documents transmis permettent de proposer la levée de la mise en demeure.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Etat initial des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/06/2009, article L. 512-20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions, des risques et des nuisances
<b>Prescription contrôlée :</b> En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.
<b>Constats :</b> Par lettre du 25 août 2023, la préfecture a indiqué à la société ESKA qu'après examen du dossier de porter à connaissance concernant les travaux de rénovation envisagés sur ce site : "il s'avère que la modification envisagée peut être qualifiée de notable mais non substantielle. (...) Ce projet ne sera en conséquence pas soumis à la procédure d'évaluation environnementale, ni à examen au cas par cas. Toutefois, il convient que le dossier soit complété par un état initial des sols et les éventuelles mesures subséquentes permettant de déterminer si des prescriptions complémentaires sont nécessaires pour maîtriser les éventuels impacts des travaux sur les intérêts mentionnés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement."  L'Inspection des installations classées a constaté la mise en place de trois piézomètres en périphérie de l'installation.
<b>Observations :</b> <b>Si l'exploitant indique avoir stocké sur site les terres excavées lors des travaux, principalement dans le merlon au Nord-Ouest de l'installation, et avoir effectué sept sondages avec analyse de sol, il devra transmettre un rapport détaillé interprétant les résultats d'analyses d'eau et de sol d'ici la fin de l'année.</b>  <i>De plus, concernant les piézomètres, il respectera l'Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié et notamment son article 10 qui indique :</i> <i>"Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant : pour <b>ceux conservés pour la surveillance des eaux souterraines</b> ou pour effectuer un prélèvement de plus de 80 m<sup>3</sup>/h, leurs coordonnées géographiques (en Lambert II étendu), la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM)."</i> Pour cela, il les déclarera via <a href="http://duplos.brgm.fr">duplos.brgm.fr</a> (ils seront visualisables sur <a href="http://infoterre.brgm.fr">infoterre.brgm.fr</a> ) et y indiquera le nivellement des piézomètres (Altitude en m NGF) qui doit être effectué par un géomètre professionnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet